

L'instant de v

PAR NEIL KEARNEY

NEIL KEARNEY NOUS PARLE DE L'HYPOCRISIE D'UN SYSTÈME FINANCIER DANS LEQUEL UN OUVRIER DE LA CONFECTION DU BANGLADESH DEVRAIT TRAVAILLER 118.000 ANS POUR GAGNER LA PRIME ANNUELLE D'UN BANQUIER INTERNATIONAL.

Quelque chose va vraiment de travers dans notre monde. Après avoir annoncé des pertes de 21 milliards d'euros en 2008, le P-DG de Merrill Lynch octroyait trois milliards d'euros de primes aux membres de la direction, dont la somme affolante de 27 millions d'euros pour lui-même. Cela s'est fait au moment où Merrill Lynch était en cours de rachat par Bank of America, elle-même en perte de 31 milliards d'euros et dont le P-DG s'est quant à lui versé 19,5 millions d'euros l'année dernière.

Peu après avoir été renflouée à hauteur de 35 milliards d'euros par le gouvernement américain, Bank of America était l'hôte d'une réunion destinée à coordonner un mouvement d'opposition aux propositions visant à faciliter la reconnaissance syndicale aux États-Unis. À cette réunion, le P-DG de la société Home Depot déclarait que, si les firmes américaines devaient traiter avec les syndicats, ce serait la fin de la civilisation telle que nous la connaissons. C'est cette même société, Home Depot, qui avait versé à son précédent P-DG 195 millions d'euros lorsqu'elle le licencia 11 mois à peine après l'avoir engagé.

L'hypocrisie, l'iniquité et l'injustice que tout cela représente saute aux yeux lorsqu'on sait que plus de deux millions de travailleurs, en majorité des femmes, triment dans l'industrie de la confection au Bangladesh, parfois 14 à 16 heures par jour, pour moins de 19 euros par mois, c'est-à-dire 320 euros par an. L'un d'eux devrait travailler 118.000 ans pour gagner ce que reçoit en prime annuelle un P-DG de Merrill Lynch.

Compte tenu de leurs horaires de travail et de leurs salaires de misère, il n'est pas surprenant que beaucoup s'effondrent souvent devant leurs machines à coudre sous l'effet conjugué de l'épuisement et de la malnutrition. Une telle exploitation est le fruit de 20 années de mondialisation débridée. Son impact sur les travailleurs est désastreux. Au cours des dix dernières années, dans les industries du textile, de l'habillement et de la chaussure, les salaires réels ont baissé de 25 pour cent tandis que la durée du travail s'est allongée de 25 pour cent.

Cet esclavage a permis à des marques et des distributeurs comme Wal-Mart d'annoncer des bénéfices annuels supérieurs à 10 milliards d'euros, et beaucoup de chaînes de distribution, comme Tesco et Marks & Spencer ont profité de la récession mondiale pour essayer d'encore faire baisser les prix de leurs fournisseurs, des baisses de prix qui seront payées par les travailleurs sous la forme de réductions de salaires, d'allongements de la durée du travail et d'aggravation des conditions de travail.

Non contente des niveaux de salaires ridiculement bas pratiqués actuellement, l'industrie cherche encore à obtenir plus en payant moins et compte maintenant de plus en plus sur des cohortes grandissantes de travailleurs migrants encore plus exposés à l'exploitation. D'anciens ouvriers textiles de Roumanie envahissent l'Europe occidentale à la recherche de tâches domestiques parce qu'ils ne peuvent survivre avec les salaires payés par l'industrie locale. Les emplois qu'ils ont quittés sont alors repris par des travailleurs migrants amenés de Chine et payés encore moins qu'eux.

Partout dans le secteur, les salaires sont consternants. Et pas seulement dans les pays en développement. En Bulgarie, un travailleur de la chaussure doit maintenant travailler 6h15' pour pouvoir s'acheter un kilo de viande de

bœuf, 2h30' pour un litre d'huile de cuisine et 1h30' pour un kilo de sucre. Ce qui fait plus de 10 heures de travail par jour, sans encore que le loyer soit payé.

En réaction à la crise mondiale, certains gouvernements parlent de sauvetage financier. Or, ce dont nous avons un urgent besoin, c'est d'un sauvetage social : des emplois qui paient un salaire vital pour une semaine de travail normale, une protection contre les blessures et les abus et le droit de tout travailleur de se syndiquer et de négocier avec l'employeur pour obtenir un travail décent.

Personnellement, je pense un peu comme celui qui a dit qu'il ne faut pas qu'une crise ne serve à rien. Nous avons eu notre part de laisser-faire et d'exploitation. Nous savons où nous a mené l'abandon du secteur manufacturier pour nous en remettre aux services bancaires et financiers. Nous en payons maintenant les conséquences.

Il faudrait fixer des limites morales et sociales et mettre le travail décent au cœur des mesures destinées à nous sortir de la récession. Cela veut dire qu'il faut profiter de la crise pour réclamer un nouvel ordre économique et social en tant que stratégie pour la reprise et au-delà. Pour cela, il faut :

- Accroître et mieux cibler les nombreuses mesures d'incitation actuellement mises en œuvre en insistant sur la préservation et la création d'emplois décents plutôt que d'accorder des allègements fiscaux aux riches et des primes aux cow-boys de la finance et de la banque;



© J.L. GUTERREZ/STOCKPHOTO.COM

vérité

- Promouvoir l'industrie manufacturière en tant qu'élément clé et essentiel de toutes les économies nationales;
- Refuser les réductions de salaires et la dégradation des conditions de travail car ces mesures ne feront qu'accroître les pressions dans le sens de la récession;
- Insister pour le versement d'un salaire vital à chaque travailleur, ce qui aura pour effet de relancer la consommation et d'amorcer la reprise;
- Mettre l'éducation et la formation, en particulier la formation à des emplois verts, au centre de la planification stratégique en vue de la reprise;
- Exiger un rôle central pour les travailleurs et les organisations syndicales à tous les niveaux dans la lutte contre la crise. L'influence qu'ont eue les syndicats dans l'élaboration des mesures prises en Allemagne pour freiner et inverser la récession leur a donné un cachet social particulier soucieux d'éviter la destruction d'emplois et qui constitue un tremplin pour tirer parti des tout premiers signes de reprise.

En résumé, il ne faut pas subir passivement la crise; il faut au contraire la mettre à profit pour amorcer un réel changement dans lequel le travail décent générateur d'un salaire vital sera la pierre angulaire de l'économie mondiale.

*Le texte qui précède est extrait d'une allocution prononcée par **Neil Kearney**, Secrétaire général de la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir, au Parlement européen à l'occasion du lancement du livre "Glokers – Voyage dans le monde à la recherche du travail décent", de Silvana Cappuccio.*



Les super riches ont un prix à payer ... mais à peine suffisant

Le jour même où le plus grand escroc de Wall Street, Bernard Madoff, était emmené en prison, menottes aux poignets, pour avoir roulé des milliers d'investisseurs pour un montant total d'au moins 50 milliards de dollars, Forbes Magazine publiait son classement annuel qui montrait dans quelle mesure les super riches avaient souffert du chaos financier que beaucoup d'entre eux avaient contribué à déclencher.

La liste 2009 des milliardaires dans le monde, publiée le 11 mars, était en recul de 30 pour cent par rapport à 2008, pour la première fois depuis six ans. Elle montrait que des milliards de dollars avaient disparu des fortunes personnelles de l'élite capitaliste. Le nombre des milliardaires dans le monde est retombé de 1.125 à 793. Bill Gates, le fondateur de Microsoft, a perdu près de 19 milliards \$ dans le krach, mais il en vaut encore 40 milliards et est l'homme le plus riche au monde. Même l'homme le plus riche de Russie, Oleg Deripaska, dont la fortune personnelle a perdu 25 milliards \$, peut encore dormir sur ses deux oreilles avec 3,5 milliards dans ses poches.

Beaucoup de ces super riches ont participé activement aux pratiques en marge de la légalité qui ont eu cours sur les marchés financiers et ont conduit au resserrement du crédit mais, contrairement à Madoff qui va probablement passer le reste de ses jours en prison, la plupart resteront en liberté. D'autres sont encore à appréhender pour qu'ils rendent des comptes comme le narcotrafiquant mexicain Joaquin Guzman, recherché par la police américaine, et qui a fait son entrée dans le classement des milliardaires de Forbes.

Même si Guzman et d'autres étaient traduits en justice, il y aurait peu de motifs de se réjouir étant donné que les principaux responsables de la crise financière ont tiré leurs marrons du feu. À vrai dire, la perte de valeur subie par le butin raflé par la classe la plus privilégiée des milliardaires de la planète ne signifie pas que les inégalités se soient réduites.

La crise a durement frappé toutes les communautés dans le monde entier, précipitant des millions d'hommes et de femmes et leurs familles dans le chômage et la pauvreté. Cet impressionnant ralentissement de l'économie a touché tout le monde et nous ne verserons pas une larme pour les banquiers et les spéculateurs qui ont perdu des milliards.